

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE SAS**

7 Rue Réaumur

—

28000 Chartres

Références : IC250642  
Code AIOT : 0100025894

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE SAS implanté 7 Rue Réaumur 28000 Chartres. L'inspection a été annoncée le 25/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de récolement suite à la mise en service industrielle du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE SAS
- 7 Rue Réaumur 28000 Chartres
- Code AIOT : 0100025894
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ASahi DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE SAS de Chartres est spécialisée dans la fabrication d'outils super abrasifs.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Information d'avancement du projet	Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.2.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Conformité au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Installations concernées par une rubrique ICPE	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9	Demande d'action corrective	60 jours
10	Plan des ateliers et des stockages	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Dispositions constructives - Isolation et comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	Demande d'action corrective	60 jours
16	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 16	Demande d'action corrective	60 jours
17	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	automatique			
19	Rétentions, chaînes de traitement et étanchéité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I, II et IV et 54	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
20	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
21	Consignes et protection individuelle	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22	Demande d'action corrective	60 jours
23	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25	Demande d'action corrective	60 jours
24	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
25	Collecte et rejets des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27	Demande d'action corrective	60 jours
26	Points de rejet	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	
27	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
30	Ventilation et émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 18 et 36	Demande d'action corrective	60 jours
31	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37, 38 et 39	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
32	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Demande d'action corrective	60 jours
33	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44 et 45	Demande d'action corrective	60 jours
35	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation géographique de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.2.2.	Sans objet
5	Implantation des activités	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6	Sans objet
7	Surveillance et accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7	Sans objet
12	Accessibilité du site	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12	Sans objet
14	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
15	Schéma des réseaux d'eau	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15	Sans objet
22	Rejets d'effluents industriels aqueux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 24	Sans objet
28	Eaux souterraines rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 30	Sans objet
29	Gestion des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 31	Sans objet
34	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47	Sans objet
36	Emissions dans l'air et mesures	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57 et 58	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information d'avancement du projet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information d'avancement du projet

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier d'aménagement. De même, dès la mise en service industrielle des installations, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 13/05/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la production a démarré progressivement depuis début mars sur certains postes.</p> <p>Par courriel du 28/07/2025, suite à la demande de l'inspection, l'exploitant informe que les travaux restants ont lieu dans différentes zones de l'atelier et concernent le raccordement électrique, le raccordement pneumatique et l'installation des systèmes d'aspiration sur certaines machines. La fin des travaux est prévue pour la fin du mois de septembre 2025.</p> <p>En complément, par courriel du 30/07/2025, l'exploitant précise que la sécurité des travailleurs n'est pas remise en cause par les travaux restants. Les zones concernées sont balisées, et l'ensemble des employés ainsi que les prestataires ont été sensibilisés aux risques potentiels. Un plan de prévention a également été établi avec chaque prestataire.</p> <p>Par courriel du 30/07/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que la mise en service industrielle du site a eu lieu le 03/03/2025.</p> <p>Observations du 10/09/2025 :</p> <p>L'exploitant explique à l'inspection des installations classées qu'entre la mise en service industrielle du site et le déménagement, l'information à la DREAL a été oubliée au moment de la mise en service.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la mise en service industrielle partielle des installations dès le commencement d'une partie des activités.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 2 : Conformité au dossier d'enregistrement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.3.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier d'enregistrement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 12 juillet 2023, complétée le 3 novembre 2023. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.</p> <p>Article 3 de l'AM du 09/04/2019 :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p>

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

**Constats :**

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet le plan de masse (version du 13/02/2024), le plan de localisation des risques (version du 02/05/2023) et le plan des réseaux d'assainissement (version du 07/02/2025) du site.

Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant explique que le plan de localisation des risques transmis par mail a été fait en amont de la mise ne service du site et s'est uniquement basé sur le bâti et n'a pas pris en compte les machines. Les machines restent les mêmes que celles présentes sur les anciennes unités du site, mais l'environnement de ces dernières a changé. Un plan à jour est en cours de réalisation.

Lors de la visite, l'exploitant fournit le plan de construction du site (version du 13/02/2024) et le plan localisant l'ensemble des zones d'activité du site (version post-emménagement : mars 2025).

**Conclusion :** L'exploitant n'a pas transmis les plans de masse et de localisation des risques à jour et correspondants aux activités réellement en place sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 3 : Installations concernées par une rubrique ICPE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations concernées par une rubrique ICPE

**Prescription contrôlée :**

[...]L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.

**Constats :**

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet le classement ICPE du nouveau site réalisé par le Bureau Veritas le 19/06/2023.

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant n'a pas présenté de justificatifs indiquant la quantité réelle des bains de traitement de surface. La coordinatrice santé-sécurité du site travaille sur la mise à jour de la situation ICPE du site, qui précisera ce point.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que les bains de traitement de surface ne sont pas tous remplis. Mis à part la partie électrolyse, les machines présentes sur le site proviennent des anciennes unités.

Conclusion :

L'exploitant ne dispose pas d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant ne dispose pas d'un plan de l'ensemble des cuves de l'installation répondant aux prescriptions de l'arrêté ministériel applicable à son installation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 4 : Situation géographique de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/01/2024, article 1.2.2.

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation géographique de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :  
Commune de Chartres - coordonnées Lambert RGF 93 (X : 592130 ; Y : 6816208) : section ZO, parcelles 254, 359 et 357[...]

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

L'inspection des installations classées constate que le site est localisé sur les parcelles cadastrales indiquées à l'article 1.2.2. de son arrêté préfectoral d'enregistrement du 29/01/2024.

Conclusion : pas d'écart constaté.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Implantation des activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Implantation des activités
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de traitement de surface sont implantés à une distance minimale de dix mètres des limites de la propriété où l'installation est implantée et à plus de 20 mètres des habitations et des établissements recevant du public. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant présente le plan d'implantation du site, l'inspection des installations classées constate que les activités de traitement de surface sont implantées à une distance minimale de 10 m des limites de la propriété où est implantée l'installation. Le site se situe en zone industrielle, il n'y a pas d'habitations et d'établissements recevant du public autour du site.</p> <p><u>Conclusion :</u> pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Intégration dans le paysage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le site est maintenu en bon état de propreté ;</li> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>[...]</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u> Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que le site est maintenu en bon état de propreté. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et propres. Le site a des surfaces engazonnées ou végétalisées.</p> <p><u>Conclusion :</u> pas d'écart constaté.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance et accès à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et accès à l'installation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il y a entre 110-120 salariés présents sur le site. Les heures ouvrées sont : 7h45-18h/19h. Hors heures ouvrées, le site bénéficie d'une surveillance continue.</p> <p><u>Conclusion :</u> pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Gestion des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Par courriel du 01/09/2025,</u> l'exploitant transmet le registre des produits chimiques (mis à jour le 15/01/2025) du site indiquant notamment : la désignation du produit, le lieu de stockage, la quantité maximale stockée.</p>

Observations du 10/09/2025 :

Le registre transmis par l'exploitant n'est pas à jour, le coordinateur technique du site travaille sur la mise à jour de ce registre.

L'exploitant précise que le responsable du local de stockage des produits inflammables et les pompiers sont au courant des quantités stockées sur le site.

Un test d'évacuation a été réalisé en interne la semaine précédant l'inspection (le 05/09/2025), au moment de la formation GF, SF et EPI. Les points relevés sont les suivants : les pompiers n'ont pas été prévenus en amont d'un test, la liste des personnes présentes sur le site n'était pas à jour (à établir par les RH), il manquait 4 BAES, et le contrôle d'accès au site n'est pas encore opérationnel et finalisé (il est resté verrouillé pendant l'exercice, ce qui a demandé d'appeler la société en charge de la surveillance du site).

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que les contenants des substances dangereuses sont identifiés.

L'exploitant indique que le POI du site a été mis à jour : les trappes de désenfumage sont manuelles et pas automatiques.

Sondages de la vérification des moyens de lutte contre l'incendie :

Le RIA recensé dans la zone de tournage a été vérifié en septembre 2024. L'extincteur CO<sub>2</sub> de la zone de tournage a été vérifié en janvier 2025. Celui de la zone CNB a été vérifié en septembre 2025. L'extincteur de la zone CBN (collage) a été vérifié en janvier 2025.

**Conclusion : L'exploitant n'a pas transmis le registre indiquant la nature et la quantité des substances et mélanges dangereux détenus sur le site.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 9 : Propreté de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9

**Thème(s) :** Situation administrative, Propreté de l'installation

**Prescription contrôlée :**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant constate la présence d'un stockage d'une dizaine d'extincteurs, à l'extérieur, du côté nord-est du bâtiment.</p> <p>Le stockage des déchets dans la zone dédiées, au nord du site n'est pas encore organisé. Des stocks de matériaux et de déchets liés aux travaux d'emménagement sont présents dans cette zone. L'exploitant précise que les déchets seront correctement stockés dès la fin des derniers travaux et la mise en service totale du site.</p> <p>Les déchets aqueux du traitement de surface sont stockés en cuve.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas évacué les extincteurs stockés à l'extérieur, et qui ne sont pas nécessaires au nouveau site.</p> <p>Le stockage des déchets du site sort de la zone dédiée au stockage des déchets, située au nord du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 10 : Plan des ateliers et des stockages**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des ateliers et des stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Par courriel du 01/09/2025</u>, l'exploitant transmet les plans de gestion des effluents (version du</p>

11/09/2024) : eau dure, eau osmosée, alimentation/eau de rinçage/dégraissage, alimentation/eau rinçage/nickel, retour/rinçage/nickel, retour/rinçage/dégraissage, rejet acide.  
L'exploitant transmet le rapport concernant le projet du département électrolytique de décembre 2024.

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant explique que les produits inflammables sont majoritairement stockés dans le local "stock inflammables" (au nord-est du site). Un petit stock de vernis se trouve dans la zone de traitement de surface et la zone diélectrique, pour l'appoint en attendant la fin de travaux d'emménagement.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que ces produits sont stockés en intérieur dans des fûts. L'inspection constate que les déchets de ces produits sont stockés dans une armoire fermée à l'extérieur.

Conclusion :

L'exploitant n'a pas transmis les plans des ateliers de stockages de l'activité de traitement de surface.

L'exploitant n'a pas transmis le plan de l'ensemble des cuves et des baignoires de l'installation de traitement de surface précisant, pour chacun d'entre eux, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).

A terme, et ce dès la fin des travaux d'emménagement, l'exploitant devra stocker les produits inflammables uniquement dans la zone dédiée : le local "stock inflammables".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 11 : Dispositions constructives - Isolement et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disposition constructives - Isolement et comportement au feu

**Prescription contrôlée :**

[...]« Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :- murs et parois séparatifs REI 120 ;[...]  
- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.[...]

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

Par sondage, les dispositions constructives vérifiées par l'inspection des installations classées sont :

- la porte coupe-feu du local de "stock inflammables" : autocollant en bas de la porte indiquant EI<sub>2</sub> 120 (année 2024) et NF 277 - porte résistante au feu en métal ;
- la porte du local de charge possède le même autocollant que la porte du local de "stock inflammables".

Au cours de la visite, aucune porte coupe-feu n'a été testée par l'inspection des installations classées. L'exploitant indique que les portes coupe-feu se ferment automatiquement s'il y a un incendie et s'il y a une coupure électrique.

L'inspection des installations classées a constaté que les murs du local de "stock inflammables", du local de charge et de la zone de traitement de surface sont en béton. L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs des structures coupe-feu des murs concernés.

Conclusion :

**L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de respect des dispositions constructives des portes et des murs coupe-feu.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de respect des dispositions constructives des portes et des murs coupe-feu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 12 : Accessibilité du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité du site

**Prescription contrôlée :**

I. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.[...]

IV. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux [...] et l'emplacement des moyens de protection incendie ;[...]

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

Le site dispose de 2 entrées : pour les véhicules légers et pour les poids lourds.

Le site dispose d'une aire de pompage pour les pompiers au nord du site, à côté de la réserve incendie souple. Le site dispose d'une voie pompier à partir de l'accès PL.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les plans d'évacuation et d'intervention du site.

**Conclusion :** Pas d'écart constaté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle.[...] Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.[...]
<b>Constats :</b>  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> L'exploitant présente le certificat de bon fonctionnement des trappes de désenfumage établi par HSI Sécurité Incendie le 30/08/2025. L'exploitant présente le plan de surveillance mis en place en interne, il concerne : les installations de gaz, les rejets dans l'eau et à l'atmosphère, les nuisances sonores, le PGS. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que les trappes manuelles de désenfumage se situent à proximité des accès des bureaux QSE, dans la partie production et dans la partie maintenance. Elles sont facilement accessibles. Un stock de cartouches se trouve sur le site. Les commandes d'ouverture des trappes ne sont pas localisées sur chacun des plans d'intervention affichés.  <b>Conclusion :</b> L'exploitant n'a pas localisé les trappes de désenfumages sur l'ensemble des plan d'intervention affichés sur son site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 14 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  
b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

c) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Ces deux types de points d'eau incendie suscités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.

[...]

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau.

L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). [...]

#### Constats :

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet le plan de la citerne incendie validée par le commercial TPCI le 09/10/2024. La citerne est de 300 m<sup>3</sup>.

#### Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant explique que le calcul du besoin en eau a évolué après le dépôt du dossier qui indiquait la nécessité de disposer d'une capacité de 180 m<sup>3</sup>. Ce besoin est désormais de 300 m<sup>3</sup>, ce qui correspond à la capacité de la réserve d'eau du site.

L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des poteaux incendie :

Poteaux	Débit	Pression statique
1	97 m <sup>3</sup> /h	3,6 bars
2	113 m <sup>3</sup> /h	3,8 bars
3	113 m <sup>3</sup> /h	3,8 bars

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que la réserve d'eau incendie se situe au nord du site, à moins de 50 m de l'installation de traitement de surface située au nord du bâtiment.



**Conclusion : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

**N° 15 : Schéma des réseaux d'eau**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 15

**Thème(s)** : Risques chroniques, Schéma des réseaux d'eau

**Prescription contrôlée :**

[...]Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.[...]

**Constats :**

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan des réseaux d'eau (version du 07/02/2025) ainsi que le schéma des eaux de voiries et des bâtiments du site. Les plans ont été établis par la SAS TPCI.

Le bassin de récupération des eaux est de 750 m<sup>3</sup> et se situe au nord du site.

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant explique que le débit du rejet des eaux de pluie dans le réseau public est de 2L/s. Le site est pourvu d'un système de vanne, afin d'isoler les eaux en cas d'incendie.

**Conclusion : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

**N° 16 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 16

**Thème(s)** : Risques accidentels, Matériels utilisables en atmosphères explosibles

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation visées à l'article 10 (produits inflammables) et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

**Constats :**

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet le DRPCE (Document Relatif à la Protection

Contre les Explosions) du site comportant :

- les activités effectuées par secteurs zonés ATEX ;
- le caractère explosif des poudres utilisées sur le site ;
- le caractère explosif des produits inflammables utilisés sur le site ;
- les risques existant au niveau de l'unité 1 et de l'unité 2 du site.

Le plan d'implantation du risque par zone de travail date du 02/05/2023. Par sondage, l'inspection constate que la zone "mélange pesée" est en zones 22 et 20, tandis que cette zone est ATEX 21 dans le DRPCE.

Dans le rapport de l'Apave de mars 2024, la zone "mélange pesée" est définie comme zone 21 (pour le volume intérieur des seaux de pesées) et 22 (pour le volume intérieur de la canalisation d'aspiration centralisée, pour le volume intérieur des 3 mélangeurs >10L, pour le volume intérieur du seau de récupération des mélanges sans huile).

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant explique que le DRPCE a été établi sur le plan du site et sans la prise en compte des machines utilisées actuellement sur le site. Un nouveau rapport de définition des zones ATEX va être réalisé d'ici la fin de l'année 2025, afin de prendre en compte les machines réellement présentes sur le nouveau site.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate l'absence de zonage ATEX. Après questionnement de l'exploitant, ce dernier indique que les téléphones portables ne sont pas interdits d'utilisation dans les zones ATEX non matérialisées, et indique avoir sensibilisé le personnel aux risques ATEX.

Conclusion :

- Le zonage du plan des zones ATEX ne correspond pas au zonage indiqué dans le DRPCE.
- Sur le site, l'affichage des zones ATEX n'est pas systématiquement présent dans les zones à risques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 17 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

[...]Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.

II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.

Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.

III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.

Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet l'attestation de conformité des installations électriques à la norme NF C 15-100 délivrée le 29/01/2025 par la SCE de Chartres. L'installateur atteste que *"l'installation électrique de consommation, objet de cette attestation, est conforme aux prescriptions de sécurité en vigueur et que les parties rénovées sont compatibles, du point de vue de la sécurité, avec les parties non rénovées"*.

#### Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant informe qu'il n'a aucun des documents indiquant que les circuits de régulation thermique des bains de traitement sont conformes aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement.

Concernant le contrôle annuel des installations électriques, l'exploitant n'a pas encore reçu les rapports de visite de l'Apave suite au contrôle des installations électriques du 29/08/2025.

#### Conclusion :

**L'exploitant n'a pas transmis les documents indiquant que les circuits de régulation thermique des bains de traitement sont conformes aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement.**

**L'exploitant n'a pas transmis l'attestation Q18 et le contrôle annuel des installations électriques par thermographie infrarouge.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'attestation Q18 et le contrôle annuel des installations électriques par thermographie infrarouge.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 18 : Systèmes de détection automatique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection automatique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;</li> <li>- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;</li> </ul> <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.[...]</p> <p>III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 01/09/2025, l'exploitant transmet le justificatif de la mise en service de la centrale d'extinction automatique du local serveur réalisée par SIEMENS le 20/02/2025. Les observations indiquent que : "Reste à réaliser le test d'étanchéité du local quand la porte sera posée". Des travaux étaient en cours au moment de la prestation et le local n'avait pas de porte. L'exploitant transmet aussi le justificatif de la mise en service de la centrale incendie réalisée par SIEMENS le 19/02/2025. Les observations indiquent que : "Déverrouillage du contrôle d'accès non testé car le contrôle d'accès est non fonctionnel" et les "Commandes des vannes de barrage non testés car les vannes sont non fonctionnelles". Des travaux étaient en cours au niveau du Bus de détection n°4 au moment de la prestation.</p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que le local a une porte coupe-feu où une vignette indique "EI<sub>2</sub> 120 (2025)".</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs du bon fonctionnement des dispositifs de détection incendie des locaux ;</li> <li>- les justificatifs du bon fonctionnement des sondes de détection de chaleur présentes dans les systèmes d'aspiration.</li> </ul> <p>L'exploitant ne possède pas encore les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs de bon fonctionnement des portes coupe-feu ;</li> </ul>

- le justificatif de contrôle annuel des détecteurs incendie.

**Conclusion :**

L'exploitant n'a pas présenté :

- les justificatifs du bon fonctionnement des dispositifs de détection incendie des locaux ;
- les justificatifs du bon fonctionnement des sondes de détection de chaleur présentes dans les systèmes d'aspiration ;
- les justificatifs de bon fonctionnement des portes coupe-feu ;
- le contrat de maintenance passé avec une entreprise spécialisée afin d'effectuer le contrôle annuel des détecteurs incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 19 : Rétentions, chaînes de traitement et étanchéité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I, II et IV et 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions, chaînes de traitement, régulation thermique et épuration

**Prescription contrôlée :**

Article 20 :

I. Dispositions générales[...]

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.[...]

II. Cuves et chaînes de traitement

Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;
- 50 % de la capacité totale des cuves associées.[...]

#### IV. Chargement et déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.

#### Article 54 :

« Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).

« Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.[...]

#### **Constats :**

##### Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de rétention unique pour chaque type de substance. Le stockage à l'air libre n'a pas été constaté dans l'atelier électro. Les déchets liquides et inflammables sont stockés dans une armoire située à l'extérieur et fermée à clé.

La zone de traitement de surface possède une barre semi-automatique afin d'éviter tout débordement à l'extérieur du bâtiment et dans l'usine.

#### Conclusion :

**L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de fonctionnement des lignes de traitement de surface et de leur rétention.**

**L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de l'étanchéité de l'aire de pompage.**

**L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de fonctionnement du déclencheur en point bas présent dans la rétention du local de traitement de surface.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Par courriel du 01/09/2025</u>, l'exploitant transmet le certificat de qualité de la géomembrane émis par ASQUAL et indiquant la conformité au facteur de soudure (NF P84-501 et NF P84-502-2) du 20/03/2022 au 20/03/2025.</p> <p>Le certificat de qualité émis par ASQUAL et indiquant que le géotextile est conforme du 24/06/2022 au 24/06/2025.</p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>L'exploitant n'apporte pas de réponse à la demande de l'inspection des installations classées sur la fin de validité des certificats de qualité de la géomembrane et du géotextile. Il indique qu'il va se renseigner auprès du prestataire.</p> <p>L'exploitant indique que 14 RIA sont présents sur le site. L'exploitant a présenté le certificat d'étanchéité du SERT en date du 30/06/2025. Les RIA sont fonctionnels et étanches.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><b>Les certificats de conformité de la géomembrane et du géotextile ne sont plus valables.</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas présenté le justificatif du volume du bassin de confinement.</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas présenté la consigne de sécurité définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes et protection individuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>I. Consignes de sécurité</b> Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les conditions dans lesquelles sont délivrés les substances et mélanges dangereux et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;</li><li>- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation ;</li><li>- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection s'il existe ;</li><li>- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;</li><li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour éviter l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au III de l'article 20 ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li><li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li></ul> L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel. <b>II. Consignes d'exploitation</b> Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;</li><li>- la fréquence de vérification des dispositifs contribuant directement à la sécurité des installations ou à la protection de l'environnement ;</li><li>- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation pour une production journalière ;</li><li>- la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</li></ul> <b>III. Protection individuelle</b> Des équipements de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces équipements sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à leur emploi.



**Constats :**Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite du site, dans la zone de production, l'inspection des installations classées constate le bon affichage des consignes de sécurité concernant le port des EPI, mais l'absence de l'affichage des zones ATEX. Les procédures et consignes d'exploitation sont affichées dans la zone de traitement de surface.

L'inspection constate que le personnel ne porte pas les EPI obligatoires ou juste une partie des EPI.

Conclusion :

**L'exploitant n'a pas affiché les zones ATEX et les consignes associées à ces zones.**

**Le personnel du site ne porte pas les EPI obligatoires à leur poste ou porte les EPI partiellement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 22 : Rejets d'effluents industriels aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets d'effluents industriels aqueux

**Prescription contrôlée :**Article 24 :

Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.

Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;
- réduction ou suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).[...]

**Constats :**Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite, l'exploitant explique que les eaux usées des activités de traitement de surface sont en circuit fermé.

Les déchets aqueux acides sont stockés dans la cuve de récupération des déchets aqueux (située au nord du site) et les déchets basiques sont stockés dans des fûts. L'exploitant travaille avec le prestataire Martin environnement pour l'enlèvement et le traitement des déchets.

L'exploitant indique qu'il a une convention de rejet avec la ville.

<b>Conclusion :</b> Le site ne rejette pas d'effluents industriels aqueux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre la convention de rejet du site avec la ville.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 23 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 25
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prélèvements d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement.[...]  Dossier de demande d'enregistrement : Incidences notables sur l'environnement - Compatibilité au SDAGE "Aucun prélèvement dans le milieu naturel ne sera réalisé." "Une solution (bassin et cuve) sera mise en place afin de retenir les eaux d'orage sur le site et d'assurer un débit inférieur ou égal à 30 l/s (demandé par le PLU)."  <b>Constats :</b>  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate la présence du regard du rejet des eaux de voiries dans le réseau public (situé au nord-est du site, le long de la voirie). L'exploitant explique que la bouche de récupération des eaux de voirie n'a pas été mise dans le sens d'écoulement des eaux. Ces dernières se dirigent donc vers le nord-est, à l'opposé de la localisation de la bouche de récupération publique. L'exploitant explique que le débit de déversement des eaux d'orage est de 2L/seconde - soit inférieur aux 30L/seconde autorisé par le PLU). L'exploitant confirme qu'aucun prélèvement d'eau n'est réalisé dans le milieu naturel, conformément aux prescriptions du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027. L'exploitant utilise l'eau du réseau de la ville. Le site présente 3 points de rejets dans le réseau public (2 au nord-est et 1 au sud-ouest du site). L'exploitant n'a pas encore installé de système de récupération des eaux usées, pour le moment des filtres "papiers" sont utilisés. L'exploitant explique que DEKRA fera une visite après la mise en service totale du site, afin de contrôler les rejets des eaux usées.  <b>Conclusion :</b>  L'exploitant n'a pas transmis le justificatif indiquant que le prélèvement d'eau dans le réseau public est de maximum 2 300 m <sup>3</sup> /an (soit environ 100 m <sup>3</sup> /jour).

L'exploitant n'a pas encore installé de système de récupération des eaux usées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 24 : Ouvrages de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Ouvrages de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> L'exploitant explique que le registre de prélèvement des eaux de ville a juste commencé à être rempli il y a 2 semaines, tandis que les prélèvements ont déjà commencé. L'exploitant indique qu'un osmoseur transforme l'eau de ville (eau dure) en eau osmosée (sans sels minéraux).  <u>Conclusion :</u> L'exploitant n'a pas transmis le registre de prélèvement du réseau d'eau public.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 25 : Collecte et rejets des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et rejets des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées (bains usés, effluents industriels, eaux pluviales polluées, etc.) des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.[...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Dossier de demande d'enregistrement : Incidences notables sur l'environnement - Compatibilité au SAGE "Les eaux pluviales de voiries et de toiture seront dirigées vers un bassin d'infiltration."
<b>Constats :</b>  <u>Par courriel du 01/09/2025</u> , l'exploitant transmet les fiches techniques du séparateur d'hydrocarbures du site.  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> L'inspection des installations classées constate la présence d'un bassin d'infiltration. Le plan des réseaux d'eau indique que le réseau du site sépare les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales. L'exploitant explique que les rejets aqueux du site n'ont pas commencé à être analysés. Il en a fait la demande le 26/08/2025, et n'a pas eu de retour depuis. Lors de la visite du site, dans les zones de moulage et de tournage, les eaux usées passent par des filtres papier spécifiques.  <u>Conclusion</u> L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse initiale des rejets aqueux. L'exploitant n'a pas transmis le justificatif du bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

**N° 26 : Points de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 28

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.

Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate la présence d'un regard de prélèvement accessible au niveau de l'un des points de rejet dans le réseau public du site (le long de la voirie publique, au nord-est du site).

L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées la présence de regards permettant la réalisation de prélèvements au niveau des autres points de rejets du site.

**Conclusion :** L'exploitant n'a pas justifié que les points de rejets ont été aménagés de façon à permettre des prélèvements aisés au niveau de ces points de rejet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 27 : Rejet des eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.

Article 43 de l'AM du 02/02/1998 :

[...]

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 33 de l'AM du 09/04/2019 :

[...]

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	N° CAS	CodeSANDRE	Valeur limite de concentration	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	Interdiction de rejet 0,2 mg / l 0,1 mg/l 50 µg/l	Pour les installations visées à l'article 56 Pour les autres installations	

				installations : Pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation Pour les installations de cadmiage Pour tous les autres cas	
Chrome VI (en Cr6+)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l, 0,4 mg/l	Pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation Autres cas	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Étain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j

(en Zn)					g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1 mg/l0,25 mg/l	Pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel Autres cas	
Cyanures totaux		1390	Interdiction de rejet0,1 mg/l	Pour les installations visées à l'article 56 Pour les autres installations	

[...]

#### Constats :

##### Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant présente le plan actuel des réseaux de collecte des effluents. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des rejets aqueux.

##### Conclusion :

L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des rejets aqueux.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (rapport d'analyse des rejets aqueux). En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines - rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout déversement d'eaux résiduaires en nappe souterraine, direct ou indirect (épandage, infiltration, etc.), total ou partiel, est interdit. Tout déversement à l'intérieur des périmètres de protection des gîtes conchylicoles et des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit.
<b>Constats :</b>  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> L'exploitant indique ne pas rejeter d'eaux résiduaires en nappe souterraine.  <u>Conclusion :</u> pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 29 : Gestion des effluents aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les effluents aqueux sont canalisés. [...]
<b>Constats :</b>  <u>Observations du 10/09/2025 :</u> L'exploitant indique que les effluents aqueux sont récupérés dans des fûts pour ce qui est des bases. Les acides sont stockés dans la cuve de récupération au nord du site. L'exploitant a un contrat avec un prestataire chargé de leur élimination. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de la cuve de récupération des effluents acides, et la présence de fûts de déchets dans la zone Electro.
<u>Conclusion :</u> pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 30 : Ventilation et émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 18 et 36
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation et émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 18 :</u> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour

prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

#### Article 36 :

Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.

Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

#### **Constats :**

##### Observations du 10/09/2025 :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 8 points d'aspiration dans la zone de traitement de surface. 7 de ces points d'aspirations sont utilisés pour l'activité, le dernier point d'aspiration n'est pas utilisé et gardé en cas de nécessité.

Les conduits d'évacuation comportant des chapeaux - initialement installés - ont été remplacés par des conduits de forme angulaire de 90°.

Les locaux de stockage des produits volatils ne sont pas maintenus fermés, car les travaux d'emménagement du site ne sont pas terminés.

Les stockages des produits polluants sont réalisés dans des fûts fermés.

Dans la zone de traitement de surface, les employés travaillent dans des zones et sur des tables où des systèmes de captations sont installés : zone de vernis, zone de trempe manuelle.

#### Conclusion :

**La forme des conduits d'évacuation n'est pas conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère, car la vitesse d'émission est diminuée.**

**L'atmosphère des produits polluants volatils n'est pas confiné, car les locaux de stockage ne sont pas maintenus fermés.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 31 : Rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37, 38 et 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 37</u> : Points de rejets.  Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.  Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.  La dilution des effluents est interdite. Elle ne peut être autorisée aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration.</p> <p><u>Article 38</u> : Points de mesures.  Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p> <p><u>Article 39</u> : Hauteur des conduits d'extraction.  Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u>  Les points de rejet sont au nombre de 8 dans la zone de traitement de surface, et seuls 7 sont utilisés le jour de la visite. L'exploitant n'envisage pas d'utiliser le 8e point de rejet à court terme, il le garde en cas de nécessité.  Les machines aspirées sont listées dans un registre qui n'a pas été présenté à l'inspection des installations classées.  Les émissions atmosphériques sont de 2 types : des produits CMR en recyclage d'une part et de l'autre des rejets directs à l'atmosphère.</p>

<p><b>Conclusion :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le justificatif de l'absence de dilution des effluents atmosphériques.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs de conformité des points de mesure et des points de prélèvement d'échantillons atmosphériques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 32 : Gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 42 :</u></p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre tous les déchets générés, y compris l'ensemble des résidus de traitement (boues, rebuts de fabrication, bains ou solvants usés, bains morts, résines échangeuses d'ions, etc.).</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.</p> <p>Lorsque la quantité de déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D. 543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D. 543-281 et suivants de ce même code son mis en place.</p> <p>L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.</p> <p><u>Article 43 :</u></p> <p>Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que la zone de stockage des déchets du site est délimitée. Du matériel nécessaire à la fin de la mise en service du site est</p>

présent dans cette zone.

Les déchets liquides sont stockés sous abri fermé à clé et sur rétention propre à cet abri.

L'exploitant indique que les déchets sont évacués vers des filières de traitement spécialisées, conformément au PRPGD de la région Centre-Val de Loire.

Les BSDD sont archivés dans un registre, indiquant notamment la date de l'enlèvement, le caractère dangereux ou non du déchet.

L'exploitant présente son compte trackdechets. Le prestataire Martin environnement s'occupe d'évacuer les boues de rectification et les bombes aérosols. Un contrat de location des auto-laveuses du site a été passé avec safety-kleen qui s'occupe de vidanger et de nettoyer les laveuses. Les cuves de recyclage des huiles solubles sont régulièrement vidées par SVR.

L'exploitant présente le BSDD suivant :

- BSD 20250707 - 441VD8NM2 ;
- code déchet : 200127\* (déchets toxiques) ;
- tonnage : 0,338 t ;
- date : 09/07/2025 ;
- par Martin environnement à Limay (SARP industrie).

#### **Conclusion :**

**L'exploitant stocke du matériel (non classé comme déchet) dans la zone de stockage des déchets.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de dégager l'espace dédié au stockage des déchets afin qu'il ne reste que des déchets et que cette zone soit bien délimitée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 33 : Surveillance des émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44 et 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 44 : Généralités.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.

##### Article 45 : Émissions dans l'air

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; - les valeurs limites d'émissions.  
Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant indique qu'il va s'occuper de la programmation et de faire réaliser la surveillance annuelle des rejets atmosphériques.

Conclusion :

L'exploitant n'a pas transmis l'analyse initiale des rejets atmosphériques.

L'exploitant n'a pas transmis le contrat de surveillance annuelle des rejets atmosphériques du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 34 : Surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation où sont présentes plus de 5 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H310, H330 ou H370 ou 50 tonnes de substances et mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H311, H331, H350, H351 ou H372 réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :  
[...]

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant présente dans son état des stocks le tonnage des substances suivantes :

- H330 : 50+50 kg ;
- H301 : 50+20 kg ;
- H311 : 450 L ;
- H350 : 50+10+125+80+50+50+50 kg ;

<p>- H351 : 5,3+10+50 kg</p> <p>- H372 : 50+125+50+80+50+20 kg.</p> <p>Au total, 1 475,5 kg de substances et mélanges dangereux avec ces mentions de danger sont stockés sur le site, soit moins de 5 tonnes. La surveillance des eaux souterraines n'est donc pas attendue.</p> <p><b>Conclusion :</b> pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 35 : Gestion des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des produits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne renferme pas de solutions acides. Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p>Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Observations du 10/09/2025 :</u></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que les locaux de stockage ne sont pas fermés au personnel non autorisé.</p> <p>Dans l'état des stocks, l'exploitant montre qu'il n'y a pas de produits cyanurés.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><b>Les locaux de stockage ne sont pas fermés à clé et sont accessibles à du personnel non autorisé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 36 :** Emissions dans l'air et mesures

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57 et 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions dans l'air et mesures

**Prescription contrôlée :**

Article 57 : Émissions dans l'air.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.

Article 58 : Surveillance des émissions.

Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la



mise en service de l'installation puis tous les ans.

**Constats :**

Observations du 10/09/2025 :

L'exploitant n'est pas en mesure de dire si le site respecte les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés. L'exploitant est en contact avec le prestataire DEKRA pour établir un contrat. Les délais impartis à l'exploitant pour réaliser ces analyses ne sont pas échus. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de réaliser la mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants dans les meilleurs délais à compter de la mise en service totale de ses installations.

Conclusion

**Absence d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse.

**Type de suites proposées :** Sans suite